



**PCA** 

L'homme est la mesure  
de toute chose.

[pcaservices.ca](http://pcaservices.ca)

**REGROUPEMENT MAMIT  
INNUAT INC.**

**ÉTATS FINANCIERS  
DE LA PÉRIODE TERMINÉE  
AU 31 MARS 2020**

**REGROUPEMENT MAMIT  
INNUAT INC.**

**ÉTATS FINANCIERS  
DE LA PÉRIODE TERMINÉE  
AU 31 MARS 2020**

**TABLE DES MATIÈRES**

	<u>PAGE</u>
<b>PARTIE I – INFORMATIONS À DIFFUSER SUR INTERNET</b>	
DÉCLARATION DE LA DIRECTION SUR LA RESPONSABILITÉ DES ÉTATS FINANCIERS	1
RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT	2 - 7
ÉTATS FINANCIERS	
ÉTAT DES RÉSULTATS ET EXCÉDENT CUMULÉ	8 - 9
ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS	10
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE	11
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE	12
ÉTAT DES RÉSULTATS ET SOLDES DES FOND	13 - 15
NOTES COMPLÉMENTAIRES	16 – 26
<b>PARTIE II – INFORMATIONS NON PUBLIÉES SUR INTERNET</b>	
RAPPORT DE MISSION D'EXAMEN DU PROFESSIONNEL EN EXERCICE INDÉPENDANT SUR LES TABLEAUX DES PRODUITS ET DES CHARGES	28 – 29
TABLEAUX DES PRODUITS ET DES CHARGES	30 – 62
RAPPORT DE MISSION D'EXAMEN DU PROFESSIONNEL EN EXERCICE INDÉPENDANT SUR LE TABLEAU DE RÉMUNÉRATIONS ET DÉPENSES DES DIRIGEANTS NON ÉLUS	63-64
RÉMUNÉRATION ET DÉPENSES DES DIRIGEANTS	65



## DÉCLARATION DE LA DIRECTION SUR LA RESPONSABILITÉ DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers ci-joints, au **31 mars 2020**, du **REGROUPEMENT MAMIT INNUAT INC.** sont sous la responsabilité de la direction et ont été approuvés par les membres du conseil d'administration.

Les états financiers ont été préparés par la direction conformément aux Normes comptables canadiennes du secteur public. Ils comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations de la direction qui est également responsable de l'intégrité et de l'objectivité de ces états et de mettre en place et de maintenir un système de contrôles internes afin de fournir une assurance raisonnable qu'une information financière fiable est produite.

Le conseil d'administration a la responsabilité de s'assurer que la direction assume ses responsabilités à l'égard des rapports financiers et des contrôles internes et est responsable ultimement de l'examen et de l'approbation des états financiers.

Le conseil d'administration assume la responsabilité à l'égard de ces états financiers par l'entremise d'une décision du conseil d'administration, le quorum ayant été atteint. Il a rencontré les auditeurs pour s'assurer que les contrôles internes sont adéquats et examiné les états financiers ainsi que le rapport de l'auditeur indépendant.

Les auditeurs externes, PCA Services Corporatifs inc., effectuent un audit indépendant, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada et expriment leur opinion sur les états financiers. Les auditeurs ont pleinement et librement accès à la direction financière du **REGROUPEMENT MAMIT INNUAT INC.** et les rencontrent lorsque nécessaires.

Les membres du conseil d'administration ont examiné les états financiers audités avec les auditeurs externes avant de faire des recommandations quant à la présentation de ces documents aux membres.

Au nom du **Regroupement Mamit Innuat inc.** :

\_\_\_\_\_, nom, titre

\_\_\_\_\_, nom, titre

13 octobre 2020

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux administrateurs de :

➤ **Regroupement Mamit Innuat inc.**

### *Opinion*

Nous avons effectué l'audit des états financiers du **Regroupement Mamit Innuat inc.**, qui comprennent l'état de la situation financière au **31 mars 2020**, les états des résultats et excédent cumulé, l'état de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie de la période terminée à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du **Regroupement Mamit Innuat inc.** au **31 mars 2020**, ainsi que de l'état des résultats de son exploitation et excédent cumulé, de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie pour la période terminée à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

### *Fondement de l'opinion*

Nous avons effectué notre audit conformément aux Normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces Normes sont plus amplement décrites dans la section « **Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers** » du présent rapport. Nous sommes indépendants du regroupement conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### *Observations - Référentiel comptable et restriction à la diffusion et à l'utilisation*

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le **Regroupement Mamit Innuat inc.** inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont présentées conformément au modèle prescrit par SAC et visent à permettre à **Regroupement Mamit Innuat inc.** de se conformer aux exigences mentionnées dans le Manuel des rapports de clôture de période pour les premières nations. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement à **Regroupement Mamit Innuat inc.** et à Services aux Autochtones Canada (SAC) et ne devrait pas être diffusé à d'autres parties ou utilisé par d'autres parties que le **Regroupement Mamit Innuat inc.** et SAC.

## **RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT (SUITE...)**

### ***Autres points***

Les chiffres du budget, présentés aux fins de comparaison, ne sont pas audités et, par conséquent nous n'exprimons pas d'opinion sur ces données.

### ***Questions clés de l'audit***

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

### ***Utilisation des fonds attribués par SAC et Santé Canada***

Le regroupement en vertu des ententes signées avec les représentants du gouvernement fédéral reçoit plusieurs types de contributions pour assurer son fonctionnement et rendre ses services aux conseils de bandes membres. Ces ententes détaillent les objectifs des différents programmes administrés et stipulent la façon dont les sommes doivent être utilisées. De plus, lors de l'analyse finale par le comité de révision, des sommes peuvent être remboursées au regroupement ou récupérées par le gouvernement. Finalement, il s'agit de la principale source de revenus du regroupement.

Nous avons traité cette question en planifiant notre audit par des demandes d'information, des procédures analytiques et l'examen de la documentation et les contrôles internes en lien avec la planification budgétaire et financière du regroupement. Pour répondre adéquatement aux risques, nous avons procédé à des tests de sondage sur les charges, les écritures de reclassement et de journaux, à l'examen des documents et des contrôles internes entourant les postes de charges. De plus, nous avons procédé à une mission d'examen en bonne et due forme sur les tableaux des produits et des charges (voir partie II du rapport financier).

En outre, nous avons aussi effectué des procédures d'audit sur les principales charges d'exploitation soit les salaires et avantages sociaux, les frais de subsistance, le transport et les frais de déplacement, les honoraires professionnels, l'hébergement, repas et coupons repas, la publicité, commandites et abonnements, les frais de gestion et les placements en famille d'accueil et en institution (voir question clé ci-dessous).

Nous avons aussi effectué des procédures d'audit sur les crédateurs, déficits admissibles (surplus récupérables), les fonds inutilisés et les salaires et déductions à la source à payer (voir question clé ci-dessous). Finalement, tout au long de l'audit nous avons utilisé notre jugement professionnel et notre esprit critique afin de s'assurer que l'utilisation des fonds demeure raisonnable et appropriée.

Les informations fournies par le regroupement sur l'utilisations des fonds se trouvent à la partie II du rapport financier.

## **RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT (SUITE...)**

### ***Audit des charges d'exploitation***

Selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public, les charges y compris les pertes, sont les diminutions des ressources économiques, sous forme de diminution d'actifs ou de constitution de passifs, qui découlent des activités et des opérations de la période, ainsi que des événements survenus au cours de celui-ci. Les principales charges d'exploitation du regroupement sont les suivantes : les salaires et avantages sociaux, les frais de subsistance, le transport et les frais de déplacements, les honoraires professionnels, l'hébergement, les frais de repas et de coupons repas, la publicité, les commandites et abonnements, les frais de gestion et les placements en famille d'accueil et en institution.

Nous avons traité cette question en planifiant notre audit par des demandes d'information, des procédures analytiques et l'examen de la documentation sous-tendant la comptabilisation desdites charges. Nous avons procédé à des tests de sondage, à l'examen des politiques de gestion de la rémunération, en matière de gestion financière et des ressources humaines et des contrôles internes entourant les processus de comptabilisation des charges.

Le détail des charges d'exploitation par objet est présenté dans le sommaire des charges par objet à l'état des résultats.

### ***Audit des déficits admissibles (surplus récupérables), crédateurs, fonds inutilisés et salaires et déductions à la source à payer***

Selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public, les passifs sont des obligations actuelles d'un gouvernement envers des tiers, qui résultent d'opérations ou d'événements passés et dont le règlement prévu donnera lieu à une sortie future de ressources représentatives d'avantages économiques.

Les déficits admissibles (surplus récupérables) sont les sommes que le gouvernement fédéral rembourse au regroupement lorsque ces contributions sont reconnues et inférieures au coût d'un programme. Les surplus récupérables sont les sommes inutilisées qui sont récupérées auprès du regroupement. Les fonds inutilisés sont des contributions fixes inutilisées pour les programmes de SAC qui courent sur plusieurs périodes. Les crédateurs et les salaires et déductions à la source sont des obligations que le regroupement devra assumer à court terme. Ces derniers sont importants, car ils influencent sur le calcul des déficits admissibles (surplus récupérables) et des fonds inutilisés. Le gouvernement attribue une grande importance aux déficits admissibles (surplus récupérables) et aux fonds inutilisés, car ils reflètent les soldes que le regroupement lui doit.

## **RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT (SUITE...)**

Nous avons traité cette question en planifiant notre audit par des demandes d'information, des procédures analytiques et l'examen de la documentation sous-tendant les postes de passif. Nous avons procédé à des tests de sondage sur les encaissements et les écritures de reclassement et de journaux, des contrôles internes entourant les processus de comptabilisation des charges, des salaires et des comptes payables.

Le détail des déficits admissibles (surplus récupérables), crédateurs, fonds inutilisés et salaires et déductions à la source à payer est présenté à l'état de la situation financière.

### ***Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers***

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du regroupement à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le regroupement ou de cesser son activité ou si aucune solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du regroupement.

### ***Responsabilités de l'auditeur à l'égard des états financiers***

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux Normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.



## **RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT (SUITE...)**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux Normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du regroupement ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du regroupement à poursuivre son exploitation.

Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport.

## **RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT (SUITE...)**

Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le regroupement à cesser son exploitation ;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière du regroupement et de ces activités pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du regroupement, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

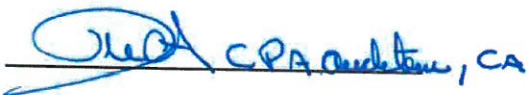
Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

La personne responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Paul Côté, CPA auditeur, CA.

**PCA SERVICES CORPORATIFS INC.**

 CPA auditeur, CA

Par : Paul Côté, CPA auditeur, CA

Sept-Îles (Québec)  
Le 13 octobre 2020

## État des résultats et excédent cumulé de la période terminée au 31 mars 2020

<b>Produits</b>	<u>Budget 2020 *</u>	<u>2020</u>	<u>2019</u>
<b>SAC</b>			
Contribution préétablie	2 029 449 \$	50 000 \$	50 000 \$
Contribution souple	3 179 734	3 383 294	3 429 943
Contribution fixe	4 851 654	8 200 734	7 617 102
Produits reportés	-	-	-
Réinvestissements nets - Fonds non utilisés	592 916	856 430	582 530
Fonds de contingence	-	-	-
Déficits admissibles (surplus récupérables)	2 212 173	1 799 545	1 810 271
	<u>12 865 926</u>	<u>14 290 003</u>	<u>13 489 846</u>
<b>Santé Canada</b>			
Contribution préétablie	3 135 000	3 949 889	3 417 227
Déficits admissibles (surplus récupérables)	202 875	85 534	(17 579)
<b>SCHL</b>			
Centre de Santé St-Jean-Eudes	43 377	105 124	56 166
Administration et gestion	553 692	27 576	27 947
Intérêts	20 000	673 459	582 508
Perte sur disposition	-	78 199	92 410
Autres	91 907	-	(7 205)
	<u>91 907</u>	<u>694 204</u>	<u>600 447</u>
	<u>4 046 851</u>	<u>5 613 985</u>	<u>4 751 921</u>
	<u>16 912 777</u>	<u>19 903 988</u>	<u>18 241 767</u>
<b>Charges</b>			
Salaires et avantages sociaux	5 523 000	5 345 982	4 689 356
Frais de subsistance	2 600 000	2 610 315	2 579 114
Projet Développement Social	50 000	22 755	50 676
Transport et frais de déplacement	841 258	1 276 261	1 094 918
Télécommunications	105 060	113 126	88 774
Matériel et fournitures	152 600	215 458	211 469
Frais funéraires	-	5 000	29 975
Matériel scolaire	-	-	-
Incendie	-	-	-
Frais de scolarité	-	-	-
Messagerie	22 350	-	-
	<u>22 350</u>	<u>14 049</u>	<u>11 282</u>
À reporter	<u>9 294 268 \$</u>	<u>9 602 946 \$</u>	<u>8 755 564 \$</u>

\*Les chiffres de la colonne budget ne sont pas audités.

**État des résultats et excédent cumulé (suite)  
de la période terminée au 31 mars 2020**

	<u>Budget 2020 *</u>	<u>2020</u>	<u>2019</u>
<b>Charges (suite)</b>			
Reporté	9 294 268 \$	9 602 946 \$	8 755 564 \$
Frais de location	29 650	-	-
Loyer	354 420	353 781	326 145
Assurances	13 250	14 974	10 015
Honoraires professionnels	255 423	2 159 335	851 838
Dépenses de véhicule	136 750	106 142	112 450
Stationnement	14 000	9 354	9 657
Achats d'équipement	-	-	-
Hébergement	920 000	1 002 483	862 033
Intérêts, pénalités et frais bancaires	-	1 088	238
Repas et coupons repas	971 000	988 560	938 985
Publicité, commandites et abonnements	67 600	64 821	524 267
Frais de gestion	505 978	673 458	582 507
Taxi	33 000	49 785	28 237
Amortissement des immobilisations	48 905	46 110	48 905
Formation et perfectionnement	86 519	83 372	30 502
Recrutement	72 500	9 433	100 985
Achats vêtements	-	29 504	-
Placements Famille Accueil et Institution	4 136 000	4 063 142	4 078 163
Entente C.I.S.S.C.N.	362 689	360 415	392 514
Divers	35 000	6 154	25 493
	<u>17 336 952</u>	<u>19 624 857</u>	<u>17 678 498</u>
<b>Excédent des produits sur les charges</b>	<u>(424 175) \$</u>	<u>279 131 \$</u>	<u>563 269 \$</u>
<b>Excédent cumulé au début de la période</b>	- \$	6 852 369 \$	6 289 100 \$
Excédent des produits sur les charges	(424 175)	279 131	563 269
Ajustement à l'excédent cumulé	-	-	-
Acquisitions d'immobilisations inscrites à la dépenses	-	6 500	-
	<u>(424 175)</u>	<u>285 631</u>	<u>563 269</u>
<b>Excédent cumulé à la fin de la période</b>	<u>(424 175) \$</u>	<u>7 137 999 \$</u>	<u>6 852 369 \$</u>

\* Les chiffres de la colonne budget ne sont pas audités.

**État de la variation des actifs financiers nets  
de la période terminée au 31 mars 2020**

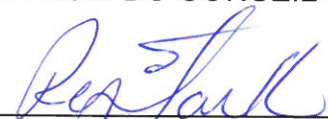
	<u>2020</u>	<u>2019</u>
<b>Excédent des produits sur les charges</b>	279 131 \$	563 269 \$
<b>Ajustement à l'excédent cumulé</b>	-	-
	<u>279 131</u>	<u>563 269</u>
<b>Variation des immobilisations</b>		
Acquisitions	(38 495)	(94 311)
Acquisitions d'immobilisations inscrites à la dépenses	6 500	
Produit de disposition	-	-
Perte sur disposition	-	7 209
Amortissement des immobilisations	46 110	48 905
	<u>14 115</u>	<u>(38 197)</u>
<b>Variation des autres actifs non financiers</b>	<u>15 812</u>	<u>(15 812)</u>
<b>Variation des actifs financiers nets</b>	<u>309 058</u>	<u>509 260</u>
<b>Actifs financiers nets au début de la période</b>	<u>6 690 161</u>	<u>6 180 901</u>
<b>Actifs financiers nets à la fin de la période</b>	<u><u>6 999 218 \$</u></u>	<u><u>6 690 161 \$</u></u>


**État de la situation financière  
au 31 mars 2020**

	<u>2020</u>	<u>2019</u>
<b><u>ACTIFS FINANCIERS</u></b>		
Encaisse	1 331 038 \$	431 631 \$
Placements (note 3)	4 650 000	5 650 000
Débiteurs - SAC (note 4)	4 656 183	4 010 038
Débiteurs - Autres (note 5)	1 253 438	1 120 699
	<u>11 890 659</u>	<u>11 212 368</u>
 <b><u>PASSIFS FINANCIERS</u></b>		
Créditeurs	3 111 310	1 912 172
Fonds inutilisés	353 338	1 204 477
Salaires et déductions à la source à payer	934 744	767 136
Dus aux Conseils de Bandes membres (note 6)	492 049	638 422
	<u>4 891 441</u>	<u>4 522 207</u>
 <b><u>ACTIFS FINANCIERS NETS</u></b>	<u>6 999 218</u>	<u>6 690 161</u>
 <b><u>ACTIFS NON FINANCIERS</u></b>		
Immobilisations corporelles (note 8)	138 781	146 396
Frais payés d'avance	-	15 812
	<u>138 781</u>	<u>162 208</u>
 <b><u>EXCÉDENT CUMULÉ</u></b>	<u>7 137 999 \$</u>	<u>6 852 369 \$</u>

Obligations contractuelles (note 9)

AU NOM DU CONSEIL :

 \_\_\_\_\_, administrateur

 \_\_\_\_\_, administrateur

## État des flux de trésorerie de la période terminée au 31 mars 2020

	2020	2019
<b>Activités de fonctionnement</b>		
Excédent des produits sur les charges	279 131 \$	563 269 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie :		
Gain (Perte) sur disposition	-	7 209
Amortissement des immobilisations	46 110	48 905
	<b>46 110</b>	<b>56 114</b>
Variation nette des éléments hors trésorerie (note 11)	<b>(247 465)</b>	<b>(2 852 351)</b>
	<b>77 776</b>	<b>(2 232 968)</b>
<b>Activités d'investissement</b>		
Acquisitions d'immobilisations	(38 495)	(94 311)
Cession d'immobilisations	-	-
Variation des placements	1 000 000	1 500 000
Variation des avances aux Conseils de Bandes membres	-	-
	<b>961 505</b>	<b>1 405 689</b>
<b>Activités de financement</b>		
Variation des dus aux Conseils de Bandes membres	(146 373)	124 105
Financement reçu pour l'acquisition d'immobilisations	6 500	-
Dette à long terme	-	(5 626)
Ajustement des surplus récupérables	-	-
	<b>(139 874)</b>	<b>118 479</b>
<b>Variation de la Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	899 407	(708 800)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début</b>	431 631	1 140 431
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin</b>	<b>1 331 038 \$</b>	<b>431 631 \$</b>

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de l'encaisse.

**État des résultats et soldes des fonds  
Période terminée le 31 mars 2020**

**CONTRIBUTION FIXE**

## Aide sociale

	Produits SAC	Produits Santé-Canada	Produits Autres	Transfert (à) de	Produits cumulés	Charges cumulées	Excédent (insuffisance) courant	Solde (déficit) 2019	Ajustement au surplus	Solde (déficit) 2020
Aide sociale - Prestation de services (30)	175 640 \$	- \$	- \$	4 560 \$	180 200 \$	180 200 \$	- \$	(1 069) \$	- \$	(1 069) \$
Aide sociale - Projet pilote réinsertion sociale (31)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Services d'aide à l'enfance et aux familles (46)	1 589 320	-	-	-	1 589 320	1 589 320	-	-	-	-
Services d'aide à l'enfance et aux familles (47)	2 655 454	-	-	-	2 655 454	2 655 454	-	-	-	-
Services d'aide à l'enfance et aux familles - Fonctionnement (32)	1 902 262	-	411 960	-	2 314 222	2 122 112	192 110	1 311 445	-	1 503 555
Services d'aide à l'enfance et aux familles - Prévention (33)	1 307 203	-	-	-	1 307 203	1 307 203	-	(2)	-	(2)
Projets divers S. Sociaux (34)	-	-	138 835	-	138 835	138 635	200	11 783	-	11 983
Soins aux adultes - Prestation de services (35)	162 477	10 800	-	-	173 277	173 494	(217)	28 913	-	28 696
Projet Pilote Accompagnement Qc (55)	-	65 000	-	-	65 000	65 000	-	-	-	-
	<b>7 792 356</b>	<b>75 800</b>	<b>550 795</b>	<b>4 560</b>	<b>8 423 511</b>	<b>8 231 418</b>	<b>192 093</b>	<b>1 351 070</b>	-	<b>1 543 163</b>

**Immobilisations et entretiens**

Prestation de services - Immobilisation communautaire (36)	455 340	-	105 124	14 182	574 646	574 644	2	629 560	-	629 562
Formation-Autres activités (51)	118 200	191 785	-	-	309 985	309 985	-	-	-	-
GRTH (37)	248 495	-	-	-	248 495	248 495	-	-	-	-
Formateurs - Itinérants (52)	1 896 600	281 304	-	-	2 177 904	2 177 904	-	12 944	-	12 944
	<b>2 718 635</b>	<b>473 089</b>	<b>105 124</b>	<b>14 182</b>	<b>3 311 030</b>	<b>3 311 028</b>	<b>2</b>	<b>642 504</b>	-	<b>642 506</b>

**Projets ponctuels**

Perfectionnement en gestion des indiens et Inuits (38)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
--	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

**Soutien aux gouvernements indiens**

Unités consultatives (39)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Financement des conseils tribaux (40)	350 000	-	7 890	(42 513)	315 377	315 377	-	236 905	-	236 905
Fonds Uaujishitun (41)	-	-	-	50 000	50 000	50 000	-	2 055 182	-	2 055 182
Activités (42)	-	-	887 177	-	887 177	786 026	101 151	(629 987)	-	(629 987)
Régimes d'avantages sociaux des employés (53)	143 491	-	-	(26 229)	117 262	117 262	-	2 171 318	-	2 272 469
	<b>493 491</b>	<b>-</b>	<b>895 067</b>	<b>(18 742)</b>	<b>1 369 816</b>	<b>1 268 665</b>	<b>101 151</b>	<b>3 833 418</b>	-	<b>3 934 569</b>

**Total - Contribution fixe**

	<b>11 004 482</b>	<b>548 889</b>	<b>1 550 986</b>	<b>-</b>	<b>13 104 357</b>	<b>12 811 111</b>	<b>293 246</b>	<b>5 826 992</b>	<b>-</b>	<b>6 120 238</b>
--	-------------------	----------------	------------------	----------	-------------------	-------------------	----------------	------------------	----------	------------------



**État des résultats et soldes des fonds  
Période terminée le 31 mars 2020**

	Produits SAC	Produits Santé-Canada	Produits Autres	Transfert (à) de	Produits cumulés	Charges cumulées	Excédent (insuffisance) courant	Solde (déficit) 2019	Ajustement au surplus	Solde (déficit) 2020
<b>CONTRIBUTION PRÉÉTABLIE</b>										
Aide sociale										
Aide sociale - Besoins fondamentaux (43)	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	(68 212) \$	- \$	(68 212) \$
Aide sociale - Emploi et formation (44)	-	-	-	-	-	-	-	(46 721)	-	(46 721)
Aide sociale - Besoins particuliers (45)	-	-	-	-	-	-	-	(10 633)	-	(10 633)
Aide sociale - Projet pilote réinsertion sociale (31)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Services d'aide à l'enfance et aux familles	-	-	-	-	-	-	-	19 994	-	19 994
Soins aux adultes (48)	2 100	-	-	-	2 100	2 100	-	-	-	-
Soins aux adultes (49)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Soins aux adultes (50)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	<b>2 100</b>	-	-	-	<b>2 100</b>	<b>2 100</b>	-	<b>(105 572)</b>	-	<b>(105 572)</b>
<b>Immobilisations et entretiens</b>										
Prestation de services - immobilisations communautaires (36)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Formateurs - Itinérants (52)	-	-	-	-	-	-	-	28 196	-	28 196
	-	-	-	-	-	-	-	<b>28 196</b>	-	<b>28 196</b>
	<b>2 100</b>	-	-	-	<b>2 100</b>	<b>2 100</b>	-	<b>(77 376)</b>	-	<b>(77 376)</b>
<b>Soutien aux gouvernements indiens</b>										
Unités consultatives (39)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Perfectionnement en gestion des indiens et inuits (38)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Régimes d'avantages sociaux des employés (53)	-	-	-	-	-	-	-	12 886	-	12 886
	-	-	-	-	-	-	-	<b>12 886</b>	-	<b>12 886</b>
	<b>2 100</b>	-	-	-	<b>2 100</b>	<b>2 100</b>	-	<b>(64 490)</b>	-	<b>(64 490)</b>
<b>Total - Contribution préétablie</b>										
<b>CONTRIBUTION SOUPLE</b>										
Aide sociale - Besoins fondamentaux (43)	2 610 315 \$	- \$	- \$	- \$	2 610 315 \$	2 610 315 \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Aide sociale - Emploi et formation (44)	22 755	-	-	-	22 755	22 755	-	-	-	-
Aide sociale - Besoins particuliers (45)	5 000	-	-	-	5 000	5 000	-	-	-	-
Aide sociale - Projet pilote réinsertion sociale (31)	71 585	-	-	-	71 585	71 585	-	-	-	-
Soins aux adultes (48)	389 603	-	-	-	389 603	389 603	-	-	-	-
Soins aux adultes (50)	184 163	-	-	-	184 163	184 163	-	-	-	-
Prestation de services - Immobilisation communautaire (36)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	<b>3 283 421</b>	-	-	-	<b>3 283 421</b>	<b>3 283 421</b>	-	-	-	-
	<b>3 283 421</b>	-	-	-	<b>3 283 421</b>	<b>3 283 421</b>	-	-	-	-
<b>Total - Contribution souple</b>										
	<b>14 290 003 \$</b>	<b>548 889 \$</b>	<b>1 550 986 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>16 389 878 \$</b>	<b>16 096 632 \$</b>	<b>293 246 \$</b>	<b>5 762 502 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>6 055 748 \$</b>

**État des résultats et soldes des fonds  
Période terminée le 31 mars 2020**

	Produits SAC	Produits Santé-Canada	Produits Autres	Transfert (à) de	Produits cumulés	Charges cumulées	Excédent (insuffisance) courant	Solde (déficit) 2019	Ajustement au surplus	Solde (déficit) 2020
<b>AUTRES FINANCEMENTS</b>										
Formateurs - Autres activités	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	440 239 \$	- \$	440 239 \$
Interprète - Havre St-Pierre (54)	-	-	27 576	-	27 576	27 576	-	15 921	-	15 921
Services aux patients - Montréal (56)	-	639 541	-	-	639 541	639 541	-	-	-	-
Services aux patients - Québec (57)	-	1 395 738	-	-	1 395 738	1 395 738	-	-	-	-
Services aux patients - Sept-Îles (58)	-	1 451 255	-	-	1 451 255	1 451 255	-	-	-	-
Anciennes activités (Projets)	-	-	-	-	-	-	-	487 305	-	487 305
	-	3 486 534	27 576	-	3 514 110	3 514 110	-	943 465	-	943 465
<b>TOTAL GÉNÉRAL DES RÉSULTATS POUR SAC</b>	<b>14 290 003 \$</b>	<b>4 035 423 \$</b>	<b>1 578 562 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>19 903 988 \$</b>	<b>19 610 742 \$</b>	<b>293 246 \$</b>	<b>6 705 967 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>6 999 213 \$</b>
Acquisitions d'immobilisations inscrites à la dépense	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	(31 995) \$	31 995 \$	535 845 \$	6 500 \$	574 339 \$
Amortissement des immobilisations	-	-	-	-	-	46 110	(46 110)	(444 228)	-	(490 338)
Utilisation de la réserve de remplacement	-	-	-	-	-	-	-	115 245	-	115 245
Vente d'immobilisation	-	-	-	-	-	-	-	2 800	-	2 800
Perte sur disposition d'immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	(16 611)	-	(16 611)
	-	-	-	-	-	-	-	(46 649)	-	(46 649)
	-	-	-	-	-	14 115	(14 115)	146 402	6 500	138 786
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>14 290 003 \$</b>	<b>4 035 423 \$</b>	<b>1 578 562 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>19 903 988 \$</b>	<b>19 624 857 \$</b>	<b>279 131 \$</b>	<b>6 852 369 \$</b>	<b>6 500 \$</b>	<b>7 137 999 \$</b>

## Notes complémentaires au 31 mars 2020

### NOTE 1. STATUTS ET NATURE DES ACTIVITÉS

Le regroupement, constitué en vertu de la partie II de la Loi canadienne sur les sociétés par actions, est un conseil tribal et a été créé dans le but de promouvoir et réaliser l'avancement social, culturel et économique des communautés montagnaises de la Basse-Côte-Nord. Il doit également élaborer, concrétiser, gérer, entretenir et améliorer les moyens de subvenir aux besoins et aux intérêts particuliers et généraux des communautés montagnaises de la Basse-Côte-Nord.

### NOTE 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Ces états financiers ont été préparés selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public et selon les exigences du Manuel des rapports de clôture d'exercice de Services aux Autochtones Canada (SAC) et tiennent compte des principales méthodes comptables suivantes :

#### Révision par SAC et Santé Canada

Les états financiers seront examinés par les représentants des SAC et de Santé Canada et suite à ces révisions, certains postes pourraient être modifiés plus particulièrement l'excédent accumulé et les débiteurs de SAC et de Santé Canada.

#### Utilisation d'estimations

Dans le cadre de la préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, la direction doit établir des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des produits d'exploitation et des charges constatées au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient varier par rapport à ces estimations. Les principales estimations portent sur la durée de vie utile des immobilisations corporelles et la dépréciation des actifs financiers.

#### Instruments financiers

##### *Évaluation initiale et ultérieure*

Le regroupement évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur. Elle évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût ou au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement selon la méthode linéaire se composent de l'encaisse, des placements et des débiteurs.

## Notes complémentaires au 31 mars 2020

### NOTE 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement selon la méthode linéaire se composent des créditeurs, des fonds inutilisés, des salaires et déductions à la source à payer, des dus aux Conseils de Bandes membres et de la dette à long terme.

#### *Coûts de transaction*

Le regroupement comptabilise ses coûts de transaction dans les résultats de la période où ils sont engagés dans le cas des instruments financiers qui sont évalués ultérieurement à la juste valeur. Les coûts de transaction relatifs à des instruments financiers évalués ultérieurement au coût après amortissement sont comptabilisés au coût initial de l'actif ou du passif financier et comptabilisés aux résultats sur la durée de l'instrument selon la méthode de l'amortissement linéaire.

#### *Dépréciation*

En ce qui a trait aux actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement, le regroupement détermine s'il existe des indications d'une possible dépréciation. Dans l'affirmative, et si le regroupement détermine qu'il y a eu au cours de l'exercice un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs, une réduction de valeur est comptabilisée aux résultats. Une moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur dans la mesure de l'amélioration. La valeur comptable de l'actif financier ne peut être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. Cette reprise est comptabilisée aux résultats.

#### **Placements**

Les placements correspondent à des actifs financiers évalués à la juste valeur.

#### **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition. L'amortissement est calculé en fonction de la durée de vie utile des immobilisations et selon la méthode du solde dégressif aux taux suivants :

DESCRIPTION	TAUX
Matériel de bureau	20 %
Matériel informatique	30 %
Matériel roulant	30 %
Bâtiment	10 %

## Notes complémentaires au 31 mars 2020

### NOTE 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

#### Comptabilisation des produits

Les revenus sont comptabilisés dans la période au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits qui en découlent. Tous les revenus sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, sauf si les montants comptabilisés ne peuvent être déterminés avec un degré de certitude raisonnable ou s'il est impossible de les estimer.

Les paiements de transfert sont considérés comme des revenus lorsque le transfert est autorisé et que les éventuels critères d'admissibilité sont respectés, sauf dans le cas où les stipulations du transfert donnent lieu à une obligation qui correspond à la définition d'un passif. Les revenus de transfert sont constatés dans l'état des résultats si les passifs sont réglés.

Les contributions provenant d'autres sources sont reportées quand on impose des restrictions à leur utilisation par le contributeur, et sont considérées comme des revenus lorsqu'elles sont utilisées aux fins prévues.

Les revenus de placement sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les intérêts créditeurs sont comptabilisés à mesure qu'ils sont gagnés.

#### Fonds inutilisés

Les fonds inutilisés représentent les montants non dépensés relativement au financement provenant des SAC et de Santé Canada à titre de contribution fixe et/ou globale. Ceux-ci sont présentés à titre de passifs.

#### Avantages sociaux futurs

Le regroupement offre aux employés admissibles l'adhésion au Régime des Bénéfices Autochtones (le RBA) qui est un régime interentreprises de retraite à prestations définies. Ce régime est comptabilisé comme un régime à cotisations définies puisque le regroupement ne dispose pas de suffisamment d'informations pour se conformer aux normes relatives aux régimes à prestations déterminées et la charge du regroupement correspond à la contribution requise pour la période. Au 31 décembre 2019, le régime était capitalisé à 111 % (111 %, en 2018).

### NOTE 3. PLACEMENTS

	2020	2019
Dépôts à terme, au taux de 1,65 %, échéant en mars 2020	200 000 \$	200 000 \$
Comptes d'épargnes à intérêts élevés	4 450 000	5 450 000
	<b>4 650 000 \$</b>	<b>5 650 000 \$</b>

## Notes complémentaires au 31 mars 2020

### NOTE 4. DÉBITEURS – SAC

#### SAC Somme à recevoir de l'année courante

	2020	2019
30750- Aide sociale- Besoins fondamentaux	187 899 \$	331 603 \$
30770- Aide sociale- Emploi et formations	7 954	7 779
30900- Aide sociale- Besoins spéciaux	6 146	6 012
30951 Aide sociale - Fonctionnement	263 811	208 794
31200 Service d'aide à l'enfance et aux familles - Maintien des services	126 279	-
31210 Service d'aide à l'enfance et aux familles - Maintien des services	645 690	-
31400 Service d'aide à l'enfance et aux familles - Prévention	615 979	610 450
31500 Service d'aide à l'enfance et aux familles - Fonctionnement	636 331	494 864
31600 Violence dans la famille	-	-
31650 Soins aux adultes	50 000	50 000
31660 Soins aux adultes - Établissements	5 000	5 000
31680 Soins aux adultes - Foyers	8 000	88 000
32100 Immobilisations communautaires	25 800	20 623
32160 Formation des opérateurs en eaux potables	10 000	23 561
32200 Formateurs itinérants	143 166	112 340
32250 GRTH & SREB	40 849	32 000
32400 Perfectionnement en gestion des indiens et inuits	3 711	3 711
32550 Régimes d'avantages sociaux des employés	11 727	11 510
Facturation et réclamations de voyage	-	-
À reporter	<b>2 788 342 \$</b>	<b>2 006 247 \$</b>

## Notes complémentaires au 31 mars 2020

### NOTE 4. DÉBITEURS - SAC (SUITE)

#### SAC Déficits admissibles (surplus récupérables)

	2020	2019
Solde reporté	2 788 342 \$	2 006 247 \$
30750 Aide sociale - Serv. - Besoins fondamentaux	449 809	464 809
30770 Aide sociale - Service de base - Emploi et formation	(115 382)	(75 999)
30900 Aide sociale - Service de base - Besoins particuliers	(110 929)	(81 028)
30951 Aide sociale-Fonctionnement	-	(193 084)
31200 Aide à l'enfance Institution	1 012 714	1 032 068
31210 Aide à l'enfance Famille d'accueil	750 989	913 889
31650 Soins aux adultes	(110 397)	70 000
31660 Soins aux adultes Institutions	(47 900)	(23 926)
31680 Soins aux adultes Foyers	38 937	(72 218)
32150 Formation des opérateurs en eaux potables	-	-
32200 Formateurs itinérants eaux	-	-
32250 GRTH	-	-
32550 Régimes d'avantages sociaux des employés	-	(30 720)
	<b>1 867 841</b>	<b>2 003 791</b>
	<b>4 656 183 \$</b>	<b>4 010 038 \$</b>

### NOTE 5. DÉBITEURS - AUTRES

	2020	2019
Santé Canada	-	215 424 \$
Santé Canada - Surplus récupérables	84 223	(299 478)
Centre de Santé St-Jean-Eudes (40100)	15 202	27 947
Conseil Montagnais de Schefferville	-	-
Conseil Montagnais de Natashquan	-	100 000
Mamuitun	3 643	1 931
SCHL	-	-
Cree Regional Authority	-	-
Autres organismes non liés	3 666	39 164
Taxes à la consommation (TPS et TVQ)	286 617	125 157
Société de Gestion Ekuanitshinnuat inc, encaissable par versements mensuels de 5 000\$, sans intérêts	860 000	915 000
Autres	87	(4 446)
	<b>1 253 438 \$</b>	<b>1 120 699 \$</b>

**Notes complémentaires  
au 31 mars 2020**

**NOTE 6. DUS AUX CONSEILS DE BANDES MEMBRES**

	<b>2020</b>	<b>2019</b>
Conseil des Innus de Ekuanitshit	263 398 \$	338 398 \$
Conseil des Montagnais de Pakua Shipi	125 000	173 160
Conseil des Montagnais de Unamen Shipu	103 651	126 864
	<b>492 049 \$</b>	<b>638 422 \$</b>

**NOTE 7. EMPRUNT BANCAIRE**

Les emprunts bancaires, d'un montant autorisé de 300 000 \$ et de 100 000 \$, portent intérêt au taux préférentiel, sont garanti par un dépôt à terme et renouvelable annuellement. À la fin de la période, les emprunts bancaires n'étaient pas utilisés.



## Notes complémentaires au 31 mars 2020

### NOTE 8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

au 31 mars 2020									
	Prix coûtant au début	Acquisition	Reclassement et disposition	Prix coûtant à la fin	Amortissement cumulé au début	Amortissement de la période	Disposition	Amortissement cumulé à la fin	Montant net
Matériel de bureau	52 125 \$	6 995 \$	- \$	59 120 \$	47 463 \$	2 331 \$	- \$	49 794 \$	9 326 \$
Matériel informatique	14 530	-	-	14 530	11 215	995	-	12 210	2 320
Matériel roulant	253 319	31 500	-	284 819	155 860	52 496	13 808	194 548	90 271
Bâtiment	101 636	-	-	101 636	60 676	4 096	-	64 772	36 864
	<b>421 610 \$</b>	<b>38 495 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>460 105 \$</b>	<b>275 214 \$</b>	<b>59 918 \$</b>	<b>13 808 \$</b>	<b>321 324 \$</b>	<b>138 781 \$</b>

au 31 mars 2019									
	Prix coûtant au début	Acquisition	Reclassement et disposition	Prix coûtant à la fin	Amortissement cumulé au début	Amortissement de la période	Disposition	Amortissement cumulé à la fin	Montant net
Matériel de bureau	52 125 \$	- \$	- \$	52 125 \$	46 297 \$	1 166 \$	- \$	47 463 \$	4 662 \$
Matériel informatique	14 530	-	-	14 530	9 795	1 420	-	11 215	3 315
Matériel roulant	180 025	94 312	21 018	253 319	127 900	41 768	13 808	155 860	97 459
Bâtiment	101 636	-	-	101 636	56 125	4 551	-	60 676	40 960
	<b>348 316 \$</b>	<b>94 312 \$</b>	<b>21 018 \$</b>	<b>421 610 \$</b>	<b>240 117 \$</b>	<b>48 905 \$</b>	<b>13 808 \$</b>	<b>275 214 \$</b>	<b>146 396 \$</b>

## Notes complémentaires au 31 mars 2020

### NOTE 9. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En vertu de contrats de location-exploitation échéant entre avril 2020 et mars 2025, les loyers minimums futurs exigibles totalisent 177 961 \$ pour les cinq prochaines périodes et se répartissent comme suit :

2021	112 562 \$
2022	61 817
2023	3 582
	177 961 \$

### NOTE 10. INSTRUMENTS FINANCIERS

#### Éléments à court terme :

Les justes valeurs des actifs et passifs financiers présentés à court terme correspondent approximativement à leurs valeurs comptables en raison de leurs échéances rapprochées.

#### Dettes à long terme

La juste valeur de la dette à long terme comportant un taux d'intérêt variable est équivalente à la valeur comptable, puisque le taux fluctue en fonction du marché.

Les justes valeurs des dettes à long terme comportant des taux d'intérêts fixes se rapprochent de leur valeur comptable, étant donné que les taux d'intérêts contractés ne s'écartent pas de façon significative de ceux offerts sur le marché pour des emprunts comportant des conditions et échéances semblables.

### NOTE 11. RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES – FLUX DE TRÉSORERIE

La variation nette des éléments hors trésorerie liés au fonctionnement se détaille de la façon suivante :

	2020	2019
Débiteurs - SAC	(646 145) \$	(2 651 478) \$
Débiteurs - Autres	(132 739)	129 251
À recevoir du secrétariat aux affaires autochtones	-	5 626
Créditeurs	1 199 138	357 806
Fonds inutilisés	(851 139)	(724 815)
Salaires et déductions à la source à payer	167 608	47 071
Frais payés d'avance	15 812	(15 812)
	(247 465) \$	(2 852 351) \$

### NOTE 12. CHIFFRES CORRESPONDANTS

Certains chiffres de la période 2019 ont été reclassés afin de rendre leur présentation comparable à celle de la période 2020.

## Notes complémentaires au 31 mars 2020

### NOTE 13. INFORMATION SECTORIELLE

Le Regroupement Mamit-Innuat inc offre une gamme de services à ses membres. Aux fins de présentation de rapports à la direction, les opérations et les activités sont organisées et présentées par secteurs. Pour chaque segment faisant l'objet d'un rapport distinct, les revenus et dépenses sectoriels représentent à la fois les montants directement attribuables au secteur et les montants alloués de façon raisonnable. La présentation sectorielle est fondée sur les conventions comptables exposées dans le résumé des principales conventions comptables figurant à la note 2. Voici les résultats de chaque segment pour la période :

	Santé		Services sociaux	
	Budget 2020	Réel 2020	Budget 2020	Réel 2020
<b>Produits</b>				Réel 2019
Gouvernement fédéral - transferts de fonctionnement	3 337 875 \$	3 551 534 \$	11 072 647 \$	11 088 677 \$
Gouvernement provincial - transferts de fonctionnement	43 377	27 576	-	-
Activités économiques	-	-	-	-
Divers	-	-	250 000	550 795
<b>Total des produits</b>	<b>3 381 252</b>	<b>3 579 110</b>	<b>11 322 647</b>	<b>11 639 472</b>
<b>Charges</b>				
Salaires et avantages sociaux	912 700	957 659	2 796 192	2 574 828
Amortissement	-	29 174	-	15 173
Autres charges	2 468 552	2 592 277	8 489 955	8 857 628
<b>Total des charges</b>	<b>3 381 252</b>	<b>3 579 110</b>	<b>11 286 147</b>	<b>11 447 629</b>
<b>Excédent (déficit) de la période</b>	<b>- \$</b>	<b>- \$</b>	<b>36 500 \$</b>	<b>191 843 \$</b>
				<b>374 223 \$</b>

## Notes complémentaires au 31 mars 2020

### NOTE 13. INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

	Administration des bandes		Autres			
	Budget 2020	Réel 2020	Réel 2019	Budget 2020	Réel 2020	Réel 2019
<b>Produits</b>						
Gouvernement fédéral - transferts de fonctionnement	1 962 491 \$	3 790 339 \$	2 806 136 \$	-	-	\$
Gouvernement provincial - transferts de fonctionnement	-	-	-	-	-	-
Activités économiques	-	-	-	-	-	-
Divers	45 000	-	624 784	322 886	887 177	180 647
<b>Total des produits</b>	<b>2 007 491</b>	<b>3 790 339</b>	<b>3 430 920</b>	<b>322 886</b>	<b>887 177</b>	<b>180 647</b>
<b>Charges</b>						
Salaires et avantages sociaux	1 705 308	1 692 342	1 537 892	108 800	121 153	(2 681)
Amortissement	-	1 763	2 381	-	-	-
Autres charges	837 659	2 760 855	1 923 130	-	-	-
<b>Total des charges</b>	<b>2 542 967</b>	<b>4 454 960</b>	<b>3 463 403</b>	<b>108 800</b>	<b>121 153</b>	<b>(2 681)</b>
<b>Excédent (déficit) de la période</b>	<b>(535 476) \$</b>	<b>(664 621) \$</b>	<b>(32 483) \$</b>	<b>214 086 \$</b>	<b>766 024 \$</b>	<b>183 328 \$</b>

## Notes complémentaires au 31 mars 2020

### NOTE 13. INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

	Totaux		
	Budget 2020	Réel 2020	Réel 2019
<b>Produits</b>			
Gouvernement fédéral - transferts de fonctionnement	16 373 013 \$	18 430 550 \$	16 945 660 \$
Gouvernement provincial - transferts de fonctionnement	43 377	27 576	27 947
Activités économiques	-	-	-
Divers	617 886	1 437 972	1 275 365
<b>Total des produits</b>	<b>17 034 276</b>	<b>19 896 098</b>	<b>18 248 972</b>
<b>Charges</b>			
Salaires et avantages sociaux	5 523 000	5 345 982	4 689 356
Amortissement	-	46 110	48 905
Autres charges	11 796 166	14 210 760	12 985 643
<b>Total des charges</b>	<b>17 319 166</b>	<b>19 602 852</b>	<b>17 723 904</b>
<b>Excédent (déficit) de la période</b>	<b>(284 890) \$</b>	<b>293 246 \$</b>	<b>525 068 \$</b>